

Brochure n° 3225

**Convention collective nationale**

IDCC : 1266. – **PERSONNEL DES ENTREPRISES  
DE RESTAURATION DE COLLECTIVITÉS**

**AVENANT N° 44 DU 22 JUIN 2009**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2009**

NOR : *ASET0950914M*  
IDCC : 1266

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des employeurs et des salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, étendue le 2 février 1984 (*Journal officiel* du 17 février 1984), tel que modifié par l'avenant n° 16 du 7 février 1996 étendu le 25 juin 1997 (*Journal officiel* du 5 juin 1997).

**Article 2**

*Taux horaires minima*

Les taux horaires minima, tels que définis à l'article 16.1 de la convention collective nationale, sont modifiés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE
I	8,82
II A	8,85
II B	8,90

NIVEAU	TAUX HORAIRE
III A	8,94
III B	9,11
IV A	9,61
IV B	10,20
V A	11,17
V B	15,94

### Article 3

#### *Salaires minima mensuels*

Les salaires minima mensuels (pour une durée de travail de 151,67 heures), tels que définis à l'article 16.2 de la convention collective nationale, sont modifiés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
I	1 337,73
II A	1 342,28
II B	1 349,86
III A	1 355,93
III B	1 381,71
IV A	1 457,55
IV B	1 547,03
VA	1 694,15
V B	2 417,62

### Article 4

#### *Revenus minima annuels*

Les revenus minima annuels (pour une durée de travail de 151,67 heures), garantis aux salariés qui peuvent justifier de 1 an d'ancienneté, et tels que définis à l'article 16.3 de la convention collective nationale, sont modifiés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

(En euros.)

NIVEAU	REVENU MINIMUM ANNUEL
I	16 989,17
II A	17 449,64
II B	17 548,18
III A	17 627,09
III B	17 962,23
IV A	18 948,15

NIVEAU	REVENU MINIMUM ANNUEL
IV B	20 111,39
V A	22 023,95
V B	31 429,06

## **Article 7**

### *Dénonciation ou modification de l'avenant*

Le présent avenant, faisant partie intégrante de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, ne peut être dénoncé ou modifié qu'à condition d'observer les règles définies aux articles 2 et 3 de ladite convention collective nationale.

## **Article 8**

### *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

## **Article 9**

### *Extension de l'avenant*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 20 juin 1983.

Fait à Paris, le 22 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

SNRC ;  
SNERS.

### **Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;  
FS CFDT.